Forum Mondial de l'Eau

Istanbul, mars 2009 - Bridging Divides for Water, Ã©tablir des passerelles entre nos divergences : le 5Ã¨me Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra Ã Istanbul du 16 au 22 mars prochain espÃ¨re des consensus. L'interview de LoÃ¯c FAUCHON, prÃ©sident du Conseil Mondial de l'Eau.

Istanbul, mars 2009 - Bridging Divides for Water, Ã©tablir
des passerelles entre nos divergences : le 5Ã¨me Forum Mondial de l'Eau
qui se tiendra Ã Istanbul du 16 au 22 mars prochains espÃ¨re des
consensus. En avant-premiÃ¨re, H2o vous propose l'interview de LoÃ¯c Fauchon, prÃ©sident du Conseil Mondial de l'Eau.

l'interview de LoÃ¯c FAUCHON

prÃ©sident du Conseil Mondial de l'Eau

H2o - mars 2009

Â

"Bridging Divides for Water" : au-delÃ de l'image portÃ©e par Istanbul, qu'est-ce qui a motivÃ© le choix de cette thÃ©matique ? Quelles Ã©taient les thÃ©matiques prÃ©cÃ©dentes (Ã Mexico et Kyoto) et comment ont-elles, selon vous, contribuÃ© Ã l'avan de l'action dans le secteur ?

LoÃ¯c Fauchon : L'approche du Conseil Mondial de l'Eau et du Gouvernement turc, consiste Ã jeter des ponts, et pas seulement au-dessus du Bosphore. Il faut jeter des ponts entre toutes les approches de la gestion de l'eau et de l'assainissement :

-
entre collectivitÃ©s locales, parlementaires et gouvernements,

- entre dÃ©cideurs politiques, professionnels de l'eau et opinion publique,

- entre populations des cinq continents,

- entre amont et aval du cycle de l'eau, afin d'arbitrer au mieux entre usages concurrents

- entre l'offre et la demande,

- entre notre gÃ©nÃ©ration et les suivantes, Ã travers l'Ã©ducation Ã l'eau,

- entre pays riverains se partageant l'eau d'un mÃªme fleuve.

La cause de l'eau exige le rassemblement. L'eau et l'assainissement mÃ©ritent que nos mains se tendent et que nos cœurs se rapprochent. C'est la seule voix possible pour que l'eau soit un facteur de paix et pas de guerre. Ã€ Istanbul, le Conseil Mondial de l'Eau mettra en commun les expÃ©riences, les compÃ©tences, les analyses et les propositions.

Lors du prÃ©cÃ©dent Forum, Ã Mexico en 2006, nous avions insistÃ© sur une idÃ©e clÃ© en matiÃ¨re d'eau : il faut penser globalement, mais agir localement. L'eau est avant tout un problÃ¨me local,Â et la mise en œuvre de solutions concrÃ¨tes doit respecter ces spÃ©cificitÃ©s, ces particularismes locaux. Cela signifie que les responsabilitÃ©s en matiÃ¨re d'eau et d'assainissement doivent Ãªtre rapprochÃ©es de l'Ã©chelon local. Une responsabilitÃ© partagÃ©e au plus prÃ¨s du citoyen. Trois ans aprÃ¨s, ce principe, communÃ©ment reconnu, reste plus que jamais une prioritÃ©.

Quelles sont aussi les finalitÃ©s premiÃ¨res du Forum Mondial de l'Eau ? Quel bilan peut-Ãªtre dressÃ© des prÃ©cÃ©dentes Ã©ditions ?

Un Forum n'est pas une confÃ©rence internationale au sens classique du terme. Un Forum c'est d'abord une histoire. Trois ans de vie commune pendant lesquels un pays et une ville travaillent main dans la main avec la famille de l'eau. Le but des forums est de sensibiliser et de convaincre avant tout les dÃ©cideurs qu'ils soient Ã©conomiques ou politiques, que l'eau et l'assainissement doivent Ãªtre des prioritÃ©s absolues. Sans eau, pas de vie, pas de dÃ©veloppement humain.

Cette prioritÃ© ne doit Ãªtre ni un vœu pieux ni un lieu commun. Elle doit se dÃ©cliner en actions concrÃ¨tes permettant de mettre le gÃ©nie de l'homme au service de la cause de l'eau, Ã travers le droit, l'argent, les institutions, la connaissance.

Les grandes confÃ©rences internationales sont souvent critiquÃ©es pour leurs promesses incantatoires. Le Forum Mondial de l'Eau a lui pour ambition d'Ã©tablir des rÃ©sultats concrets, des engagements durables.

Un bilan positif peut Ãªtre dressÃ© des deux prÃ©cÃ©dentes Ã©ditions. Ã€ Kyoto nous avons Ã©mis des recommandations trÃ concrÃ¨tes concernant le financement de l'eau, incitant par exemple Ã dÃ©gager de nouveaux types de financements non souverains. Plus simplement cela veut dire que des municipalitÃ©s, des provinces, des rÃ©gions, peuvent maintenant recevoir directement des prÃªts, des aides internationales. La Banque mondiale la premiÃ¨re a acceptÃ© cette idÃ©e. Assez rÃ©cemment l'Agence franÃ§aise de dÃ©veloppement a aussi accordÃ© plusieurs prÃªts Ã des municipalitÃ©s turques sans la garantie du gouvernement de ce pays. Elle peut Ã©galement mettre Ã disposition des rÃ©gies locales des prÃªts non souverains, comme elle l'a fait en 2006 pour la RÃ©gie des eaux de Phnom Penh.

Ã€ Mexico, c'est le droit Ã l'accÃ¨s Ã l'eau qui a gagnÃ© ses titres de noblesses. Un rapport publiÃ© par le Conseil Mondial de l'Eau, auquel ont participÃ© de nombreuses ONG a permis de clarifier comment ce droit pouvait s'appliquer et selon quelles valeurs concrÃ¨tes il se dÃ©clinait : dans les constitutions des Ã‰tats, par des allocations minimales pour les familles pauvres, par la construction obligatoire de toilettes dans les Ã©coles et de bien d'autres faÃ§ons encore. Au-delÃ de cette question du droit Ã l'eau, ce sont plus de 300 sujets qui ont Ã©tÃ© traitÃ©s, partagÃ©s, valorisÃ©s.

100 sessions de travail, 24 sujets et 6 grandes thÃ©matiques. Combien de contributions cela reprÃ©sente-t-il ? Combien

d'organisations, de pays ? Comment est organisÃ©e la feuille de route ?

Ã€ Istanbul,Â certes il y aura 100 sessions officielles, 5 journÃ©es rÃ©gionales, 5 grands panels, et plusieurs dizaines d'Ã©vÃ©nements parallÃ¨les.

Nous attendons au moins 15 000 personnes, un millier de journalistes, quelques 120 Ã 150 dÃ©lÃ©gations ministÃ©rielles, plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement et plusieurs centaines de parlementaires et d'Ã©lus locaux. Et surtout des milliers de professionnels, de dÃ©fenseurs de la cause de l'eau. La famille de l'eau, comme nous l'appelons. Autant d'Ã©changes, de rencontres, de dÃ©bats, que nous voulons Ã la fois conviviaux, harmonieux, respectueux. Le forum ne connaÃ®t qu'une seule rÃ¨gle : "Ã‰coute l'autre autant que tu veux qu'il t'Ã©coute".

Certains acteurs ou militants de la cause de l'eau estiment que la question de l'eau ne pourra Ãªtre rÃ©solue que dans le cadre d'un accord international. Ils demandent en consÃ©quence que la question soit intÃ©grÃ©e dans la nÃ©gociation sur le climat devant aboutir Ã Copenhague fin 2009. Que pensez-vous de cette revendication ? Selon vous, la problÃ©matique de l'eau est-elle aujourd'hui bien apprÃ©hendÃ©e ?

C'est sans doute de plusieurs centaines d'accords dont l'eau a besoin. L'eau est une ressource qui doit Ãªtre partagÃ©e et elle l'est de facto car une grande partie des ressources en eau dans le monde sont "transfrontaliÃ¨res".

Ce sujet Ã lui seul nÃ©cessite d'intenses activitÃ©s diplomatiques qui ne concernent pas que les gouvernements puisqu'on voit fleurir ici et lÃ des coopÃ©rations entre provinces et rÃ©gions frontaliÃ¨res plus dynamiques parce que dÃ©barrassÃ©es du carcan des rigiditÃ©s inter-Ã©tatiques.

Les progrÃ¨s sur ce point sont immenses. Des sujets de tension sur le Tigre et l'Euphrate, sur le RÃ-o Panama, sur le MÃ©kong disparaissent progressivement grÃ¢ce au dialogue. Nous sommes heureux que le Forum de Mexico ait contribuÃ© Ã Ã©tablir des discussions entre la Turquie, la Syrie, et l'Irak. Trois ans plus tard Ã Istanbul, ces trois pays ont crÃ©Ã© une organisation commune qui les conduit, nous l'espÃ©rons vers des accords de rÃ©partition des masses d'eau, gÃ©nÃ©ratrices de dÃ©veloppement et donc de paix.

Toutefois, les accords internationaux ne suffisent pas. Ils doivent encore Ãªtre ratifiÃ©s par les Ã‰tats. Par exemple, la Convention des Nations unies de 1997 sur l'utilisation des cours d'eau internationaux Ã des fins autres que la navigation, n'est pas entrÃ©e en vigueur faute d'avoir atteint les 35 ratifications requises. Il est essentiel que les Ã‰tats ratifient cette convention afin de garantir une rÃ©partition Ã©quitable et durable des ressources en eau entre usages concurrents.

Le climat et son rapport Ã l'eau est un tout autre sujet. TrÃ¨s mÃ©diatique, sans doute trop car le grand public est le spectateur de dÃ©bats souvent confus, d'affirmations parfois pÃ©remptoires. Nous savons mal aujourd'hui quelles pourraient Ãªtre les consÃ©quences d'Ã©ventuelles Ã©volutions durables sur la disponibilitÃ© des ressources en eau. En plus clair encore, s'il y a rÃ©chauffement, aurons-nous plus ou moins d'eau ?

Le GIEC, malgrÃ© un travail scientifique d'une exceptionnelle qualitÃ© est particuliÃ¨rement prudent sur ce point. D'abord parce que cela ne fait pas partie de sa mission. Ensuite parce que les rÃ©ponses sont rÃ©gionales et variables dans le temps. Il est assez facile de dire qu'il y aura moins d'eau sur le Maghreb et beaucoup plus en Europe du Nord. L'embÃªtant c'est que cette annÃ©e par exemple, c'est l'inverse.

C'est pourquoi le Conseil Mondial de l'Eau a lancÃ© son propre programme, avec l'aide du gouvernement hollandais, pour tenter de rÃ©pondre Ã ces questions sans verser dans la dramaturgie climatique dont certains mÃ©dias se font inutilement les propagateurs.

Nos travaux seront Ã©videmment transmis Ã la ConfÃ©rence sur le climat Ã Copenhague fin 2009 pour permettre un dialogue plus constructif menant Ã des dÃ©cisions que les Ã‰tats, les autoritÃ©s locales auront en dernier lieu la responsabilitÃ© d'assumer. .

Â

Â ResSources

World Water Forum 5

Six grandes thÃ©matiques seront au cœur des ateliers et dÃ©bats :

- Changements mondiaux et gestion des risques

- Faire avancer le dÃ©veloppement humain et les OMD

- Gestion
et protection des ressources en eau et de leur systÃ¨mes
d'approvisionnement afin de satisfaire aux besoins humains et
environnementaux

- Gouvernance et gestion

- Finances

- Ã‰ducation, connaissances et renforcement des capacitÃ©s

Plus de 100 sessions thÃ©matiques se dÃ©rouleront au long de la semaine, doublÃ©es de prÃ©sentations rÃ©gionales. Plusieurs assemblÃ©es plÃ©niÃ¨res rÃ©unissant des chefs d'Ã©tats, des ministres, des parlementaires et des autoritÃ©s
locales devraient faire progresser la discussion et encourager de nouveaux consensus sur les questions prioritaires liÃ©es Ã l'eau.

Organisateurs

Conseil Mondial de l'Eau

Municipality of Istanbul

General Directorate of State Hydraulic Works - DSI